

COMMUNIQUÉ DE PRESSE **Pour diffusion immédiate**

L'INCLUSION DES PERSONNES HANDICAPÉES : UN ENJEU DE SOCIÉTÉ POUR LES PARTIS POLITIQUES?

Montréal, le 17 août 2012 - Le président de la Fédération québécoise des centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) interpelle, dans une lettre publiée sur son site Internet, les chefs des partis politiques quant à l'importance de considérer ces personnes comme des citoyens à part entière. Des citoyens qui ont le pouvoir d'exercer un véritable droit à l'égalité à l'égard des enjeux qui les concernent.

Jusqu'à ce jour, les personnes vulnérables comme celles ayant une déficience intellectuelle (DI) ou un trouble envahissant du développement (TED) ont été absentes des enjeux des partis, tout comme les centres de réadaptation qui leur offrent des services spécialisés d'adaptation, de réadaptation ou d'intégration sociale. Pourtant, ils sont près de 30 000 personnes à recevoir des services de la part de 7 000 employés des CRDITED qui œuvrent à développer leur potentiel afin qu'elles puissent aller à l'école, travailler, se loger ou encore profiter de loisirs.

Est-ce que les partis sont prêts à faire du Québec, une communauté plus inclusive pour les 300 000 personnes ayant une DI ou un TED et à en faire un enjeu de société?

Des investissements ont été alloués au cours des dernières années afin de développer les services spécialisés qui permettent à ces personnes de faire partie intégrante de notre société. Toutefois, les besoins demeurent criants et le nombre de personnes en attente de services en témoigne.

Est-ce que les partis entendent respecter les engagements financiers du budget 2012-2013 qui représentent 35 millions de dollars pour le développement de services pour les personnes ayant une déficience (déficience intellectuelle, troubles envahissants du développement, déficience physique)?

Par ailleurs, l'actualisation des ententes entre le gouvernement du Québec et les représentants des ressources dans le cadre des négociations sur les conditions d'exercice des ressources d'hébergement (RI-RTF) n'est toujours pas effective. Les CRDITED n'ont actuellement pas ces budgets afin de faire face à l'impact de cette négociation alors que plus de 12 000 personnes vivent dans une ressource et que tant d'autres sont en attente d'y vivre.

Quelle position ont les partis concernant le financement des conditions d'exercice des ressources d'hébergement (RI-RTF)?

La Fédération québécoise des CRDITED et ses membres rappellent qu'ils doivent aussi relever quotidiennement des défis. Ils doivent, notamment, intensifier les

services d'intervention précoce aux personnes ayant une déficience intellectuelle, développer des services pour des personnes qui présentent des besoins complexes, tels que des troubles graves du comportement (TGC) ou encore pour les adolescents et adultes présentant un trouble envahissant du développement ainsi que des services résidentiels.

Quelles sont les pistes d'action que proposent les partis afin de répondre à ces défis?

La Fédération publiera, au plus tard le 24 août prochain, les réponses des partis sur son site Internet au www.fqcrdited.org.

- 30-

Les 20 centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) du Québec contribuent à l'adaptation, la réadaptation et à l'intégration sociale de près de 22 000 personnes présentant une déficience intellectuelle et de 7 500 personnes ayant un trouble envahissant du développement au Québec, et ce, à l'aide de plus de 7 000 employés et de 3 500 ressources.

Source : Brigitte Bédard, adjointe à la direction générale et responsable des communications stratégiques

Tél. : 514 525-2734, poste 224 ou cell. : 514 208-4660

Courriel : brigitte.bedard.fqcrdi@ssss.gouv.qc.ca